

Environnement : les nouveaux enjeux du Grenelle 2

En ouvrant les débats hier, François Hollande a promis de faire de la France un pionnier de l'écologie et a appelé l'Union européenne à faire des efforts sur les gaz à effet de serre

François Hollande a promis hier de faire de la France un pionnier de l'écologie en appelant l'Union européenne à revoir à la hausse ses objectifs de réduction des émissions de gaz à effet de serre, principale annonce de son discours d'ouverture de la conférence environnementale. Malgré le bilan médiocre de la France à travers les années, le chef de l'Etat a brigué le leadership mondial en posant la candidature de Paris pour accueillir en 2015 une conférence mondiale visant à sceller le premier grand accord global sur le climat depuis Kyoto.

Bien plus loin !

« La France va construire durant ce quinquennat une véritable diplomatie environnementale, il y a urgence car il y a eu recul », a-t-il jugé devant plus de 300 participants qui doivent tracer ensemble les grandes lignes de la transition énergétique qu'il appelle de ses vœux.

Le président a proposé à l'Europe

d'aller bien au-delà de l'objectif de 20% de réduction des gaz à effet de serre en 2020.

« Je suis prêt à aller plus loin. Une stratégie ambitieuse sur un objectif de 40% en 2030, puis de 60% en 2040, telle est la position que je défendrai », a dit François Hollande qui a critiqué « les limites » du Grenelle de l'Environnement de Nicolas Sarkozy.

Le chef de l'Etat a surpris une partie de son auditoire en annonçant toute une série de décisions sur des dossiers environnementaux sensibles alors que l'on ne l'attendait que sur de vagues orientations générales.

François Hollande a ainsi avancé à la fin 2016 la fermeture de la centrale nucléaire française de Fessenheim (lire par ailleurs).



Fessenheim fermée d'ici 2016

La centrale nucléaire de Fessenheim (Haut-Rhin) sera fermée d'ici fin 2016, a annoncé hier le président de la République.

L'annonce a provoqué la colère de la droite locale, les doutes de certains antinucléaires et la déception des syndicats de la plus ancienne centrale nucléaire de France, théâtre d'un incident mercredi dernier. François Hollande avait promis pendant la campagne électorale de fermer

Fessenheim et de réduire de 75% à 50% la part du nucléaire dans la production d'électricité d'ici 2025.

Le chef de l'Etat a assuré que tous les emplois seraient préservés, notamment grâce au chantier de démantèlement. Cette fermeture est demandée depuis longtemps par les mouvements antinucléaires, qui soulignent qu'elle est située sur une zone sismique et inondable.

Le président a confirmé que des appels d'offres pour développer l'éolien en mer et l'énergie solaire seraient lancés avant la fin de l'année et a demandé à son Premier ministre Jean-Marc Ayrault de mettre en œuvre ces projets. François Hollande a aussi confirmé sa promesse de campagne de rénover un million de logements par an pour réaliser des

économies d'énergie et d'encourager des comportements plus sobres en modulant les tarifs de l'énergie. La nouvelle Banque publique d'investissement aurait la mission de financer la transition énergétique en participant notamment à ce projet.

Les revenus issus de la mise aux enchères des quotas de CO₂ seront aussi mis à contribution.